

## **Lettre ouverte du Collectif Palestine 63 à François Hollande**

à Monsieur François Hollande

Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg St Honoré

75008 PARIS

Clermont-Ferrand, le 9 juillet 2014

Monsieur le Président de la République,

Au prétexte de l'assassinat de trois jeunes colons, assassinat que nous condamnons, Benjamin Netanyahu s'est lancé dans une opération de punition collective à grande échelle contre les Palestiniens, tués, blessés, expulsés et emprisonnés en nombre, genre dans lequel l'armée israélienne excelle depuis longtemps.

Ces évènements ont aussi entraîné des manifestations extrémistes et racistes à Jérusalem et ailleurs, notamment à Saint Jean d'Acre. Un jeune Palestinien a été assassiné de façon horrible pendant ces débordements haineux et violents.

Ceci est le résultat de la lâcheté politique des acteurs internationaux, dont la France.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un discours prononcé le 20 novembre 2002 au meeting de la Mutualité pour la suspension de l'accord d'Association Union Européenne-Israël :

*« Les Palestiniens vivent cette situation qui est révoltante avec, notamment, la destruction volontaire de l'autorité palestinienne, la répression terrible et son cortège de morts, l'occupation et la destruction des villes, des villages, des maisons, la poursuite de la colonisation qui viole le droit international et qui effectivement ne s'est jamais arrêtée, le chômage, la misère sociale et sanitaire que vivent les Palestiniens. On veut détruire les infrastructures, la mémoire, le futur de ce peuple. Cela est inacceptable et nécessite la mobilisation de toute la communauté internationale.*

*Quelle farouche volonté, quel symbole de s'en sortir pacifiquement pour le peuple palestinien dans sa grande majorité.*

*Alors oui, la cause de la Palestine est la cause du droit, de la justice, du droit des Palestiniens à disposer d'un Etat et à vivre en paix.*

*Il faut qu'Israël respecte les résolutions de l'ONU. Pour cela le rapport des forces est indispensable et donc il faut amener les parlements et les gouvernements à suspendre l'accord d'Association Union Européenne-Israël, ce qui aurait effectivement un écho énorme en Israël et en Palestine.*

*Oui, chers amis, nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire. »*

Ce discours, auquel on ne peut que souscrire, a été prononcé par monsieur Manuel VALLS, actuel Premier ministre.

Malheureusement, douze ans se sont écoulés et, amère constat, la situation n'a fait qu'empirer pour le peuple palestinien :

- la bande de Gaza mise sous un blocus inhumain depuis 2006 et qui a subi les terribles agressions de l'armée israélienne en 2008-2009 et en 2012, avec en plus des raids presque quotidiens touchant les civils, femmes, enfants et vieillards;

- des milliers de prisonniers politiques, dont des élus, dans les geôles d'Israël et des centaines en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni jugement, cela au mépris des conventions internationales ;

- la construction de colonies en Cisjordanie a augmenté de 123% en 2013 par rapport à 2012. Pendant les neuf mois du cycle de négociations sous la houlette de Washington, Israël a approuvé la construction de 13 851 nouveaux logements dans les territoires palestiniens occupés, ce qui traduit une accélération « sans précédent », selon les chiffres de l'ONG israélienne Shalom Archav (« La Paix maintenant ») ;

- des destructions de maisons par centaines ;

- l'arrachage d'oliviers et autres arbres fruitiers par milliers ;

- des réfugiés par millions (5 à 6 millions, soit plus de la moitié des Palestiniens sont réfugiés), et certains, comme en Syrie actuellement, mourants de faim et condamnés à un nouvel exil ;

- les Palestiniens d'Israël (1.5 millions, soit environ 20 % de la population de cet Etat) toujours victimes de nombreuses discriminations par rapport aux autres Israéliens.

La liste est loin d'être exhaustive.

Des dizaines de rapports émanant de diplomates, de parlementaires, de chargés de missions de l'ONU, de diverses ONG faisant état de la situation sont envoyés depuis des années dans les chancelleries.

Par ailleurs, vous savez très bien Monsieur le Président que les soi-disant négociations du processus de paix font le jeu d'Israël qui pendant ce temps poursuit l'annexion des Territoires palestiniens occupés et conduit inexorablement à empêcher la construction d'un Etat Palestinien viable et souverain.

Le 20 décembre 2012, vous avez dénoncé à Alger le système colonial « *profondément injuste et brutal* » ; le 15 octobre 2013 à Soweto en Afrique du Sud à propos de l'Apartheid vous avez déclaré « *c'est émouvant de venir ici, à Soweto, Soweto où, il y a quarante ans, les gens mourraient pour leur liberté, pour leur dignité* ».

Système colonial, apartheid, qualifient aussi la politique des gouvernements israéliens depuis bientôt 70 ans. Chaque jour les Palestiniens sont victimes de ces systèmes et meurent pour leur liberté et leur dignité.

Il ne peut pas y avoir d'arrangement avec un gouvernement qui dénie les droits de tout un peuple et, pire encore, se livre régulièrement à des crimes de guerre.

Il n'y a aucune excuse à la politique israélienne, il n'y a aucune excuse à votre politique qui se refuse à mettre en place des sanctions efficaces pour contraindre cet Etat au respect du droit.

Nous reprenons la phrase de Manuel Valls : « *nous devons faire la démonstration de notre volonté inébranlable pour que le peuple palestinien, à travers notre mobilisation, retrouve le chemin de l'histoire.* » C'est ce que nous attendons de vous, Monsieur le Président.

Les événements de ces dernières semaines montrent toute l'urgence qu'il y a à agir avant qu'il ne soit trop tard pour le peuple palestinien mais aussi pour le peuple israélien.

En conclusion, les organisations du Puy-de-Dôme signataires de cette lettre ouverte font leur la phrase d'un agriculteur palestinien commentant les événements récents : « *Les Israéliens ont tort de croire qu'en nous opprimant ils deviennent libres : un peuple qui opprime un autre peuple ne peut pas être libre !* ».

Nous adressons une copie de cette lettre ouverte à Monsieur le Préfet, aux ministres et secrétaire d'Etat M Valls, L Fabius et H Désir, et aux député(e)s et sénateur(e)s du Puy-de-Dôme.

Le collectif Palestine du Puy-de-Dôme : Association Amitié Franco-Tunisienne Auvergne, Association Des Elus Communistes et Républicains 63, Association France Palestine Solidarité 63, ATTAC 63, Brut de Béton Production, Confédération Générale du Travail-UD 63, Espaces Marx 63, Europe Ecologie Les Verts 63, Fédération Syndicale Unitaire 63, Gauche Anticapitaliste-Ensemble 63, Jeunes Communistes de France 63, Ligue des Droits de l'Homme Clermont-Riom, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitiés entre les Peuples 63, Nouveau Parti Anticapitaliste 63, Parti Communiste Français-Fédération 63, Parti de Gauche 63, Réseau Education Sans Frontières 63, Solidarité-Tchéchénie 63, Union des Etudiants Communistes 63, UNEF Auvergne, UTOPIA 63

(contact : AFPS 63, 88 rue de l'Oradou, 63000 Clermont-Ferrand, [afps.pdd@gmail.com](mailto:afps.pdd@gmail.com) )